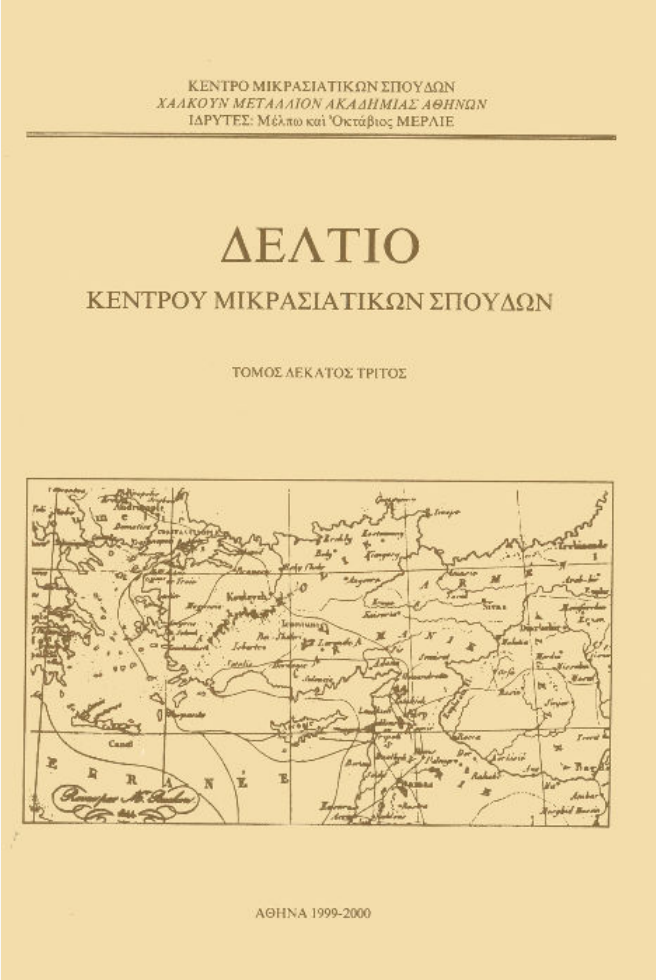
ePublishing
ΕΘΝΙΚΟ ΚΕΝΤΡΟ ΤΕΚΜΗΡΙΩΣΗΣ
NATIONAL DOCUMENTATION CENTRE

Δελτίο Κέντρου Μικρασιατικών Σπουδών

Τόμ. 13 (1999)



A propos de l'eglise Serbe considerations d'un historien orthodoxe sur le malheur d'etre une agence, un monument ou un revetement

Stevan K. Pavlowitch

doi: 10.12681/deltiokms.152

Copyright © 2015, Stevan K. Pavlowitch

Άδεια χρήσης Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0.

Βιβλιογραφική αναφορά:

Pavlowitch, S. K. (1999). A propos de l'eglise Serbe considerations d'un historien orthodoxe sur le malheur d'etre une agence, un monument ou un revetement. *Δελτίο Κέντρου Μικρασιατικών Σπουδών*, *13*, 353–362. https://doi.org/10.12681/deltiokms.152

https://epublishing.ekt.gr | **e-Εκδότης:** EKT | **Πρόσβαση:** 23/08/2025 05:09:11

STEVAN K. PAVLOWITCH

À PROPOS DE L'ÉGLISE SERBE

CONSIDÉRATIONS D'UN HISTORIEN ORTHODOXE SUR LE MALHEUR D'ÊTRE UNE AGENCE, UN MONUMENT OU UN REVÊTEMENT

Dans son contexte byzantin d'origine l'Église était la communauté des fidèles de l'Empire romain chrétien, conçu comme la terre habitée (*oikoumenê*). L'autorité de l'Empereur, représentant de Dieu sur terre, était limitée par la loi, par la Tradition et par l'opinion publique. Il n'y avait pas besoin d'organisation ecclésiastique monolithique, étant donné l'héritage gréco-romain de gestion de l'État et l'existence d'une classe politique cultivée. L'Église en Orient ne fut donc jamais «cléricale» comme elle le fut en Occident où, après la chute de l'Empire romain, le clergé devint «l'Église», dans le langage courant – une Église bien organisée pour se défendre et pour maintenir la civilisation.

En dépit de l'Empire, l'Église d'Orient connut très tôt des divisions territoriales fondées sur le prestige de sièges patriarcaux ou de royautés, dont certaines aspiraient à l'Empire alors que d'autres (Arménie, Géorgie) étaient plus nettement ethniques. Au Moyen Age, alors que ces divisions ne se réclamaient pas ouvertement d'un principe d'ethnicité, la décentralisation rendit généralement l'Église plus sensible aux conditions locales.

Le XVe siècle amorça de profondes modifications, avec la conquête ottomane, l'extinction de Byzance et la reprise du flambeau par Moscou. L'orthodoxie déclina au XVIIIe sous le coup du pourrissement de l'Empire ottoman et des réformes de Pierre le Grand. Prise entre l'Islam ottoman et l'Occident catholique, l'Église orthodoxe devint structure étatique aussi bien

qu'ethnarchie par la nature même de l'Empire ottoman. Elle survécut en se réduisant souvent à une transmission rituelle, en se compromettant dans le climat général de corruption, en recherchant la protection des puissances étrangères.

La Russie orthodoxe était la protectrice naturelle, mais la reprise par le Tsar du titre impérial et la prétention de Moscou à la position de troisième Rome allaient sans trace d'héritage gréco-romain de gouvernement. L'autorité morale de l'Église institutionnelle y fut sapée par son asservissement au pouvoir politique, par sa transformation en monument national pour le compte de l'État. La Russie n'offrait à l'Église dans les Balkans qu'une perversion de l'idéal byzantin d'empire orthodoxe.

C'est ainsi que l'orthodoxie des Balkans se retrouva à l'aube de l'époque dite contemporaine. L'Église servait de cadre à des nationalités pas autrement représentées, dans l'Empire ottoman aussi bien que dans l'empire des Habsbourgs. Soumise à l'Empereur catholique lorsqu'elle ne l'était pas au Sultan-calife, elle se tournait vers une Russie où l'Église orthodoxe était encore plus asservie. La décentralisation qui avait rendu l'Église d'Orient plus apte à se retrouver sur le terrain, avait aussi réduit sa capacité à résister à l'autorité politique, non seulement dans les empires mais aussi dans les jeunes États nationaux qui se formaient dans les Balkans.

La correspondance entre l'identité ethnique et l'identité religieuse entraîna la subordination de l'Église aux nouveaux États. L'orthodoxie fut mise au service du nationalisme d'État par des élites laïques, qui imposèrent l'autocéphalie à leurs organisations confessionnelles territoriales, non plus dans le vieux sens ecclésiologique d'interdépendance d'Églises locales, mais dans le nouveau sens politique d'indépendance de toute juridiction extérieure. L'Église nationale devait être aussi indépendante du patriarche de Constantinople que l'État national l'était du Sultan, mais elle ne devait pas être indépendante de l'État national.

Il est ironique de constater que l'État grec fut le premier à imposer la séparation d'avec Constantinople, alors que pour Slaves et Roumains le patriarcat œcuménique était devenu symbole d'hellénisme. Les relations canoniques furent à la longue rétablies et l'autocéphalie formellement accordée, mais les autorités politiques partout dans les Balkans s'approprièrent ou obtinrent le droit de nommer les autorités religieuses.

En dépit de l'idéal universel, la tendance tout au long du XIXe siècle fut de s'éloigner de l'œcuménique pour tendre vers le régional et l'ethnique, en

estompant les différences entre «Église», «État» et «nation». Des Balkaniques occidentalisés ou occidentalisants se tournèrent naturellement vers l'Occident pour leur interprétation moderne de l'orthodoxie. S'ils s'inspiraient du gallicanisme ou de l'anglicanisme de vieilles monarchies catholiques d'Europe occidentale, leur modèle d'organisation fut luthérien, importé par voie de la Russie et mis en chantier en Grèce. Dans la Grèce indépendante du roi Othon, un moule napoléonien-germanique fut imposé à l'Église. Dans la mesure où il pouvait se targuer d'un précédent orthodoxe, il s'agissait de la Russie de Pierre le Grand – qui n'était certes pas la meilleure attestation d'orthodoxie.

L'État national partout dans les Balkans fit de l'Église une institution nationale. Il l'utilisa pour promouvoir une identité culturelle et politique. Avec l'école et l'armée, elle servit à propager un idéal national qui éludait souvent l'enseignement des Evangiles. Lorsque l'élite bulgare en vint à son tour à utiliser L'Église comme cadre à ses aspirations à l' intérieur de l' Empire ottoman, l'institution d'un exarchat bulgare, c'est-à-dire d'une institution ecclésiastique spécifiquement ethnique, provoqua un schisme au sein de l'Église orthodoxe de l'Empire.

Le Concile de Constantinople de 1872, convoqué par le patriarche, condamna l'hérésie dite du *phylétisme* (tribalisme, ethnicisme, nationalisme), qui place l'idée nationale au-dessus de l'unité de foi. À cette défense de la conception universelle de l'Église se mêlait tout de même un certain sentiment d'hellénisme bafoué, même si le droit canon était formellement du côté du patriarcat. La condamnation demeura sans effet pratique; l'Église bulgare, pour schismatique qu'elle fût, se développa comme ses soeurs de Grèce, de Serbie et de Roumanie. Son autocéphalie fut reconnue en 1945 dans les limites territoriales précises de l'État bulgare.

Par la suite, au XXe siècle, des intellectuels «traditionalistes», surtout en Roumanie, réagirent contre la modernisation forcée sur un modèle occidental. Ils exprimaient un sentiment de vulnérabilité, mais aussi la déception de voir l'Église réduite à n'être qu'une agence du gouvernement. Ils firent de l'orthodoxie le rempart d'un patrimoine rural idéalisé – recours à une forme culturelle destinée à préserver un mode de vie spécifique plutôt qu'une inspiration chrétienne œcuménique. L'orthodoxie était déformée pour épouser leurs peurs et leurs insatisfactions, transformée en bannière nationaliste, utilisée par des mouvements profanes comme elle l'était par des gouvernements. Les propositions lancées par le patriarcat œcuménique aux Églises de se consulter et de s'adapter à un monde désormais sans Sultan et sans Tsar restèrent sans effet.

L'ecclésiologie orthodoxe continua d'en souffrir, et l'Esprit d'**étouffer**, pour reprendre l'expression du patriarche Bartholomée[1].

Tout cela ne fut rien à côté de l'oppression par les régimes communistes. Les confessions religieuses furent à tour de rôle ou simultanément persécutées, marginalisées, exploitées. Isolées du monde extérieur, mais aussi les unes des autres, sans base matérielle et sans soutien international, les Églises orthodoxes furent soumises à l'arbitraire de la violence ou de la récompense. De l'immense patrimoine spirituel, théologique et liturgique, seul le dernier continua tant bien que mal à se transmettre dans des sociétés de plus en plus déchristianisées, dans des couches de plus en plus restreintes de la population, rurales, âgées et peu éduquées.

La liturgie avait toujours été de grande importance dans le monde orthodoxe. Elle servait d'instruction chrétienne; le contenu spirituel et sacramentel de ses rites était essentiel. Elle n'en était pas moins réduite trop souvent à masquer les fondements de la foi, par la sursacralisation de ses moindres détails, ou la transformation d'habitudes populaires et familiales en actes sacramentels.

Les seules Églises à avoir échappé au communisme furent les anciens patriarcats du Proche-Orient, les Églises de Chypre et de Grèce, et celle –minoritaire– de Finlande. En dépit de toutes les difficultés qui les assaillent, les anciennes Églises apostoliques, et surtout Constantinople, ont fait preuve d'une capacité à survivre et d'un dynamisme surprenant. Chypre, Grèce et Finlande vivent dans des sociétés désormais pleinement «européennes». Le statut des Églises de Grèce et de Chypre y perpétue cependant les problèmes du XIXe –dépendance du pouvoir, identification avec la nation, risque d'anémie spirituelle, réflexes ethniques au lieu de réponses spécifiquement chrétiennes[2].

Dans les Balkans communistes comme en Russie, l'Église orthodoxe n'était pas préparée à retrouver la liberté qui venait avec la désintégration du système. Comment pouvait-elle l'être, tout occupée à survivre dans l'isolement où elle se trouvait? La revitalisation de l'orthodoxie n'advint qu'au cours des années quatre-vingt. Les confessions religieuses avaient attiré ceux qui réagissaient

1. Olivier Clément, *«La vérité vous rendra libre»: Entretiens avec le patriarche œcuménique Bartholomée Ier*, Editions J. - C. Lattès, Desclée de Brouwer, 1996, p. 104.

2. Le problème de Chypre a été bien posé par Paschalis Kitromilides, Thanos Veremis et Costas Carras dans *The Orthodox Church in a Changing World* (sous la dir. de P. M. Kitromilides & Th. Veremis), Hellenic Foundation for European and Foreign Policy, Centre for Asia Minor Studies, Athènes 1998, pp. 12-13 & 34-35.

contre l'anéantissement du passé et beaucoup de ceux qui pensaient tout simplement différemment de la pensée unique. Ils y trouvaient soit un réconfort soit une certaine protection. Toute dissension était favorisée par la politique occidentale en fonction antisoviétique, y compris le polycentrisme même nationaliste. Les conditions qui contribuèrent à la revitalisation du religieux furent aussi celles qui favorisèrent le détournement du religieux.

Il y eut un mouvement de renaissance spirituelle, particulièrement en Russie au moment de la perestroïka, mais également dans les Balkans. L'Église orthodoxe apparut comme une force d'inspiration à la fois éthique et culturelle, mais le mouvement exprima souvent davantage un sentiment d'appartenance collective. L'Église avait survécu; elle était meurtrie mais triomphante. Les institutions confessionnelles n'eurent pas conscience de la délicatesse de leur mission, surtout dans des régions où plusieurs traditions religieuses se croisent, et où chaque communauté se sentait la plus grande victime d'une crise sociale sans issue.

L'Église russe est sortie de plus de 70 ans de persécution, consciente du fait que l'identité russe avait été sacralisée par l'orthodoxie. Les hommes politiques ont trouvé bon de faire cas d'elle. Dans ces circonstances, certains prélats et clercs souhaiteraient faire de l'orthodoxie une idéologie de rechange au marxisme – une vision autiste de l'histoire russe pour remplacer un internationalisme nationalisé. Pour le moins, ils aspirent à retrouver un jour la position qu'avait l'Église sous l'Empire. Leur triomphalisme se manifeste en ce qu'ils croient que les sacrifices acceptés pour la foi du peuple russe n'ont pas été en vain, et qu'ils ont démontré la supériorité de cette foi. Les monastères, ayant retrouvé un regain de recrues, se tournent vers l'intégrisme. En même temps, des divisions qui couvaient depuis longtemps sont apparues au grand jour, reflétant des tensions nationales et politiques (légalisation de l'Église gréco-catholique, statut de l'Église orthodoxe d'Ukraine, retour de ramifications émigrées...).

La redécouverte de l'orthodoxie par les populations serbes de Yougoslavie fut plus nationaliste que religieuse. Le retour passager de gens qui avaient été séparés de l'Église, qui ne pratiquaient pas, qui ne connaissaient pas leur religion, même dans sa manifestation liturgique, fut facilité par le fait que tous les politiciens nationalistes dans toutes les républiques légitimèrent ainsi leur rôle, qu'ils fussent au pouvoir ou dans l'opposition, s'adressant à des électeurs étiquetés «catholique», «musulman» ou «orthodoxe». La croissance vertigineuse du nationalisme fut la cause majeure sinon unique du renouveau religieux en Yougoslavie, particulièrement dans l'Église orthodoxe serbe.

Meurtrie par la Seconde Guerre mondiale plus que toutes les autres, si elle ne fut pas ensuite plus persécutée par le régime communiste que les autres confessions, comme elle se l'imagine souvent, elle fut certainement très isolée, moins soutenue de l'étranger, moins influencée par ce qui s'y passait. Elle fut aussi plus affectée par la déchristianisation des fidèles, surtout parmi les populations serbes hors de Serbie qui avaient fourni le gros de l'armée révolutionnaire de Tito. Elle a dû faire face au schisme macédonien (encouragé par les autorités), au schisme abusivement anticommuniste d'une partie de ses fidèles établis en Amérique et en Australie, et plus récemment aux velléités de schisme monténégrin – tous les trois d'ordre exclusivement politique.

Depuis la désintégration violente de l'État yougoslave, elle s'est retrouvée, comme les autres Églises orthodoxes, sans contrôle extérieur pour lui serrer la bride, même sans discipline collégiale intérieure. Une fois supprimé le carcan politique, certains évêques se mirent à agir en véritables flibustiers «autocéphaux», au point de critiquer publiquement leur propre patriarche.

La déchristianisation avait atteint sa limite vers la fin des années soixante-dix. Le patrimoine de l'Église avait été le plus souvent réduit à une mythologie nationale, à un folklore coutumier; son activité pastorale, à la célébration liturgique. Incapable de faire face au dialogue interconfessionnel, l'Église serbe se voyait comme la proie impuissante de missionnaires «hétérodoxes» qui s'abattaient sur son troupeau dans une situation de marché et de concurrence déloyale. Se sentant sur la défensive, elle réagit contre les sous-produits de la culture occidentale qui fascine les masses en s'identifiant historiquement à la nation pour exiger la protection du bras séculier – de ce bras qui l'avait opprimée.

L'essor nationaliste offrait le moyen d'abattre le communisme yougoslave et d'avancer des droits réprimés ou perçus comme tels. La plus grande partie de la classe politique s'identifiant avec une des nationalités, les dirigeants se mirent à soutenir la confession majoritaire de leur groupe pour renforcer leur image de marque. Marginalisée qu'elle était, la religion fut cyniquement mise au service de leur nationalisme par les politiciens athées, les media, les intellectuels. De nombreux prêtres, parmi les plus conservateurs (en politique comme en religion), mais aussi parmi les plus jeunes, étaient prédisposés à considérer tout cela d'un oeil favorable, prêts à en profiter. Aveuglés par les feux de la rampe auxquels ils n'étaient pas habitués, ils répondirent avec enthousiasme, en donnant leur soutien aux partis, de gouvernement ou d'opposition, dans la mesure où ceux-ci offraient l'espoir de réaliser leurs aspirations – d'un retour à

une position visible et respectée sinon dominante. En l'absence d'autres candidats, l'Église orthodoxe serbe se proclama protectrice de la nation serbe à travers toute la fédération, mais il n'y eut pas pour autant de ligne ou d'attitude unique. Dans une grande mesure, ces prises de positions, pleines de contradictions, étaient le résultat des événements hors de Serbie ainsi que des manipulations du régime de Milošević et des partis politiques.

Le renouveau religieux fut la conséquence et non la cause de la montée du nationalisme. Au fur et à mesure du déroulement des guerres de la désintégration yougoslave, s'il y eut d'une part un engagement accru de hautes personnalités des trois confessions majeures pour la cause de leur communauté ethnique, il y eut aussi un certain refroidissement envers les politiques respectives des gouvernants de Belgrade et de Zagreb. Les dirigeants politiques, meilleurs manipulateurs, furent ceux qui tirèrent le plus grand profit des alliances temporaires entre «le trône et l'autel» (pour ne pas parler de celles entre «le sabre et le goupillon»). La rencontre entre le phylétisme de l'Église serbe et le nationalisme du régime «socialiste» de Milošević ne fut pas durable.

Si la montée du nationalisme ne fut pas le fait de l'Église, qui d'ailleurs n'embrassa pas toutes ses manifestations, elle le légitima. La religion valida des mythes de mémoire collective afin de renforcer l'importance du rôle de l'Église comme défenseur de la nation. Des symboles religieux ont été utilisés impunément par certains partis, mouvements et milices. L'option nationaliste est le fait d'un petit nombre d'évêques, qui, tout en accusant d'intégrisme les autres confessions, se tournent vers le passé, rejettent tout humanisme comme menant à l'athéisme pour finir dans le nihilisme, et prônent un retour aux racines de la collectivité. Cette option offre des modèles reposant sur un passé mort, voire un faux passé. Par sa fusion constante et apocalyptique du passé et du présent, elle se refuse à affronter la réalité du présent et encore moins l'avenir.

Le patriarche Paul, octogénaire monacal, homme d'Église, de prière et de dialogue, sans compréhension du politique, de la modernité et du pluralisme, est toujours en retard par rapport aux événements. L'ensemble de l'épiscopat soutient la cause de l'autodétermination non-violente des Serbes, mais aussi leur droit de se protéger et de se défendre. Il est porté à douter des accusations d'atrocités commises par eux, alors qu'il accepte toutes les accusations contre les «autres». Il s'est limité à dénoncer les crimes commis au cours de ces guerres en termes généraux. Il n'a pas condamné explicitement les crimes commis par

des Serbes au nom de cette autodéfense, les bombardements des villes, la destruction des édifices des autres cultes, les prêtres qui ont milité ouvertement[3].

La religion n'a été qu'un camouflage[4]. Dans ces conditions, il ne faut pas surestimer le pouvoir des chefs des communautés religieuses à freiner les extrémistes, ni sous-estimer la difficulté qu'ils éprouvent de critiquer ceux qu'ils perçoivent comme leurs défenseurs pour avoir maltraité ceux qu'ils perçoivent comme les menaçant. L'épiscopat serbe n'en porte pas moins la responsabilité de n'avoir pas dénoncé sans ambiguïté la violence commise par des Serbes qui se disent orthodoxes.

Dans les pays où la longue domination communiste a déchristianisé à un point que l'on soupçonne difficilement en Occident, un nationalisme forcené s'est développé qui a pris l'allure d'une religion et repris tout un folklore religieux. Sa haine de l'Occident pourri et dominateur (dans le cas orthodoxe), ou de l'Orient barbare et conquérant (dans le cas catholique), l'amène parfois à réhabiliter en partie d'autres totalitarismes.

À l'aube du XXIe siècle cet essor du nationalisme suscite dans l'Église orthodoxe un intégrisme de base qui légitime les thèses xénophobes répandues dans une société où, paradoxalement, la position même du clergé a été détruite et l'Église a perdu tout rayonnement. Séparée du monde, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie et encore plus dans les pays yougoslaves, l'Église orthodoxe tend à s'enfermer. Affaiblie par des divisions internes, elle est obsédée par l'idée qu'elle vit entourée d'ennemis, dans un univers où le sens du dialogue et le respect de l'autre sont remplacés par le lien rassurant entre la nation souffrante en ce monde et la nation sainte dans l'autre monde. En l'absence d'une intelligentsia chrétienne orthodoxe, ces idées sont le produit de l'imagination de semi-intellectuels paranoïaques qui se refugient dans l'autosuffisance par sentiment d'infériorité.

À l'aube d'un autre millénaire du christianisme, où l'Europe entière, plus

---

3. À la fin, c'est pourtant l'Église serbe qui est sortie des guerres avec des diocèses entiers démunis de clergé et presque sans fidèles. En retirant le clergé des territoires qui, en dehors de ce qui restait de la République Fédérale de Yougoslavie, n'étaient pas tenus par un pouvoir politique et militaire serbe, l'Église semblait vouloir reprendre le principe de la Paix d'Augsbourg de 1555 qui homogénéisait l'appartenance confessionnelle formelle de la population à celle du pouvoir.

4. Paul Mojzes, «The Camouflaged Role of Religion in the War in B & H» in *Religion and the War in Bosnia* (sous la dir. de P. Mojzes), The American Academy of Religion, Scholars Press, 1998.

particulièrement celle qui tente de se relever des ruines du communisme, a besoin d'un renouveau spirituel, l'Église orthodoxe en Russie et dans les Balkans risque de devenir musée ou mausolée si ses prélats, ses intellectuels, ses fidèles ne se posent pas des questions fondamentales au sujet de son rôle dans la société. Le problème ne concerne pas que l'orthodoxie, même si l'Église catholique possède l'avantage de contacts et de soutiens extérieurs qui l'empêchent de vivre en vase clos, d'un centre et d'une discipline qui peuvent serrer la bride aux hierarchies locales.

Il s'agit de revoir les liens de l'Église et du politique sous toutes ses formes dans une partie de l'Europe où l'Église est, pour des raisons historiques, l'Église d'Orient, dont les problèmes actuels découlent de la domination ottomane, du despotisme impérial russe, du nationalisme et du communisme, bien plus que de l'«orthodoxie». Orthodoxes et non-orthodoxes se doivent de se demander ce qui est «orthodoxe». Est-ce tout ce qui a été fait, y compris les crimes, par des gens qui se réclamaient de l'orthodoxie? En l'absence d'une réflexion sur l'apport spécifiquement orthodoxe à la pensée politique au XXe siècle, le préjugé, souvent exprimé, que l'orthodoxie est liée à une conception politique autoritaire, n'est qu'une opinion adoptée sans examen à partir d'indices qu'on interprète, comme s'il n'y avait pas eu de régimes politiques autoritaires, voire totalitaires, qui se réclamaient du catholicisme, ou de régimes démocratiques en pays de tradition orthodoxe.

Il faut revoir d'anciennes aspirations surtout catholiques à «convertir» la Russie, une certaine conviction surtout anglo-saxonne et protestante que l'orthodoxie est, encore plus que le catholicisme, une religion de croyances superstitieuses, et les préjugés inavoués de tant d'observateurs irréligieux que toute religion pratiquée en public est nuisible.

Dans la crise de confiance et d'identité que traversent avec plus ou moins d'intensité les sociétés postcommunistes, les modèles idéologiques des vieux systèmes demeurent. L'identité religieuse a perdu sa signification religieuse. Tout en demeurant une façon de vivre traditionnelle, elle fait partie d'un enchevêtrement de caractéristiques de la collectivité. «Souvent l'orthodoxie est devenue ciment d'une appartenance... On se dit **orthodoxe** (en précisant aussitôt la nationalité) mais on ne sait guère qu'on est chrétien. On peut même se dire orthodoxe tout en étant athée»[5], dans un monde qui ressent douloureusement que l'État au XXe siècle n'a pas été capable de protéger l'imaginaire national (à plus

5. Comme le constate le patriarche Bartholomée dans ses entretiens avec Olivier Clément: p. 190.

forte raison ses populations) contre les menaces extérieures et intérieures.

Tout est désormais à refaire, alors que tout repère a disparu et que reste le sentiment instinctif d'appartenance à une collectivité vidée de son contenu spirituel. Le défi prophétique pour les chefs d'Église dans les Balkans, là où les identités coïncident, est de montrer que la religion, source de paix, peut parer au nationalisme, à cause plutôt qu'en dépit de ses affinités avec l'ethnie. Ce monde qui n'a pas connu la laïcité au sens français, a désormais grand besoin d'une authentique laïcité où l'on entend parler des Écritures et des Pères, de l'immense patrimoine spirituel et culturel de l'orthodoxie. Le défi pour l'Église est de se débarrasser des rôles dépassés de rivale, d'associée ou d'auxiliaire du politique, afin de fournir non pas une idéologie de remplacement au politique, mais une dimension spirituelle par son exemple, par son enseignement. Il est d'offrir, par sa voix critique et prophétique, une direction morale qui pousse à la reconstruction d'une identité nationale au sein d'une identité européenne dont la composante orthodoxe est inséparable.